

# L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE  
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°19 Mars 2023

**LUTTES SOCIALES**  
**POUR NOS RETRAITES: ON BLOQUE**  
**TOUT!**  
**INTERNATIONAL**  
**CONTRE LA GUERRE**  
**IMMIGRATION**  
**CONTRE LES PROJETS RACISTES DE**  
**DARMANIN**



## Édito

Depuis toujours, la classe capitaliste tente d'en finir avec les grandes conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Il a fallu des décennies de combats de notre camp social pour obtenir le droit à la retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisation (1983). Aujourd'hui la classe dominante veut nous imposer la retraite à 64 ans avec 43 années de cotisation ! Rien ne justifie une telle régression. La productivité des salarié-es en France est l'une des plus élevées au monde. Selon un décompte, arrêté au 23 février 2023, les bénéfices nets annuels des entreprises du CAC 40 s'élèvent en 2022 à 140 milliards d'euros. Alors la réforme des retraites de Macron et sa clique, c'est non ! Aucune augmentation de l'âge de départ à la retraite, aucun allongement de la durée de cotisation ne sont acceptables ! Tous ensemble, des millions de salarié-es du public, du privé, des chômeurs et des précaires, des jeunes et des retraité-es sont descendu-es massivement dans la rue à plusieurs reprises pour s'opposer au rouleau compresseur capitaliste. Les syndicats de salarié-es ont joué leur rôle pour lancer les mobilisations unitaires. On ne compte plus le nombre de travailleuses et travailleurs qui ont participé à ces manifestations, beaucoup pour la première fois. Mais visiblement ça ne suffit pas. Alors, il est temps maintenant de passer à l'échelon supérieur : bloquer le système en construisant la grève générale ! Le monde de Macron et de ses alliés, c'est la compétition, la guerre, le tous contre tous, la casse des services publics et des droits sociaux, la misère et la destruction de la planète. La société que nous voulons se fonde sur le partage des richesses et les solidarités intergénérationnelles et internationales. Nous nous battons pour une société égalitaire et libertaire, une société débarrassée de toute forme de domination, d'exploitation et d'oppression.

**TOUT PASSE PAR LA LUTTE !**

## Petit rappel sur les retraites:

Tous les gouvernements depuis plus de trente ans, se sont attaqués au droit à la retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisation obtenu en 1983. Ce droit fondamental n'a jamais cessé d'être remis en cause par les tenants du pouvoir et de l'ordre patriarcal et capitaliste.

- **1991:** le Livre Blanc sur les retraites préfacé par Rocard (gauche ralliée aux thèses libérales) avance déjà le thème du vieillissement de la population pour lancer le débat sur la viabilité du système par répartition.
- **1993:** le gouvernement Balladur augmente la durée de cotisation pour une pension à taux plein de 37,5 à 40 annuités.
- **1995:** c'est au tour de Juppé de tenter d'appliquer au secteur public et aux régimes spéciaux les règles du secteur privé. Les grèves et la mobilisation massive oblige le gouvernement à retirer sa contre-réforme.
- **2003:** Fillon augmente une nouvelle fois à la durée de cotisation qui devra être en 2012 de 41 annuités pour le public comme le privé.
- **2008:** Sarkozy s'attaque aux régimes spéciaux.
- **2010:** Woerth impose, entre autre, un âge légal de départ à la retraite à 62 ans qui entrera en vigueur en 2017.
- **2018:** la loi Touraine, époque Hollande (gauche caviar ralliée au triomphe du libéralisme) dégrade encore davantage l'allongement de la durée de cotisation.
- **2019-2020:** Mobilisation massive contre le régime Macron de retraite par points.

Sans parler des différentes mesures budgétaires de désindexation des pensions sur l'inflation et sur le salaire moyen. Même s'ils s'en défendent, l'objectif de Macron et de ses alliés, c'est la disparition du système solidaire par répartition pour un système concurrentiel d'assurances privées par capitalisation. Le niveau des pensions ne cesse de baisser : mécanisme de gel et de désindexation, recul des dates de revalorisation, création ou augmentation de taxes, augmentation de la fiscalité (CSG) ...

Les retraité-es, contrairement à cette petite musique qu'on nous fredonne continuellement, ne sont pas des privilégié-es. La pension de retraite n'est pas une allocation sociale mais un droit conquis. Toutes les mesures régressives prises contre les travailleuses et les travailleurs à la retraite sont des coups portés aux futur.es retraité.es, les actifs d'aujourd'hui. Depuis 2014, les retraité.es ont perdu l'équivalent de 2,5 mois de pension du fait de la sous-indexation par rapport au prix. Près de 7 millions d'entre elles et eux sont sous le seuil de pauvreté, et ce sont essentiellement les femmes qui sont touchées.

## Retraites : et si on parlait travail ?

À chaque mobilisation pour la défense du système de retraites les gouvernants et les médias poussent les syndicats et les opposant-es à ces différentes contre-réformes à aller sur le terrain technique. Oui le système peut être à l'équilibre. Oui il est possible d'augmenter les pensions. Oui de l'argent il y en a, dans les poches du patronnat. Au-delà d'un débat technique entre économistes, il faut se déplacer sur le terrain sociétale et politique: travailler pour vivre ou vivre pour travailler? Malheureusement lors de ces mobilisations la question du travail est très peu questionnée. Alors même qu'elle devrait être au cœur de nos réflexions et de notre stratégie. Évidemment nous devons défendre le système de retraite tel qu'il existe, revendiquer une retraite à taux plein à 60 ans (ou moins!). Mais il faut aller plus loin, sous peine de n'obtenir que des miettes, alors que nous voulons prendre le contrôle sur la boulangerie!

La retraite est un temps au travail arraché à la bourgeoisie capitaliste qui rêve de nous voir travailler plus longtemps, beaucoup plus longtemps. Remettre en question la place qu'occupe le travail dans notre société c'est remettre en cause radicalement la domination capitaliste.

Travailler moins, pour travailler toutes et tous ; repenser un travail utile socialement et soutenable écologiquement ; remettre en question la hiérarchie et l'organisation du travail ; imaginer des nouvelles formes d'organisation du travail, ou plutôt de l'activité pour en finir avec l'aliénation du travail et l'exploitation capitaliste ; voilà quelques éléments que nous devons remettre sur la table dans nos organisations syndicales, dans nos entreprises, nos services, auprès de nos collègues. Pouvoir se donner le droit de mettre réellement en pratique l'adage de chacun-e selon ses moyens à chacun-e selon ses besoins.



## Une grève exemplaire pour les salaires chez Eolane à Angers

Le 17 février dernier commençait une grève chez Eolane, une entreprise de la métallurgie située sur la zone d'Orge-mont à Angers, et où travaillent près de 200 salarié-es pour fabriquer des cartes électroniques. Une bonne partie de la production est assurée par des femmes, pour beaucoup payées au SMIC, même après 20 ans de boîte. Ce sont les augmentations de salaire ridicules proposées par la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires qui ont mis le feu aux poudres. Après 5 jours de grève, les travailleuses et travailleurs de l'entreprise ont obtenu 120€ d'augmentation mensuelle et en bonus que le paiement de 2 jours de grève, ce qui a été considéré comme une victoire et un très bon début.

Tous les ingrédients nécessaires à la victoire étaient là. D'abord presque la totalité du personnel ouvrier était en grève, ce qui a permis de bloquer durablement la production. Ensuite, la grève était dirigée démocratiquement, les décisions étaient prises au vote par les grévistes sur le piquet de grève, et un comité de grève a été élu. La grève a aussi profité de l'aide et de l'expérience du réseau militant local de la CGT, du syndicat local des métaux d'Angers et de l'Union locale d'Angers. Enfin, la grève était active, avec un piquet de grève toujours animé, les camions bloqués, et elle s'est étendue à un autre site du département, à Combrée.

Cette grève démontre que même dans une entreprise d'assez petite taille, où il n'existe pas de tradition de lutte importante, c'est possible ! Elle démontre aussi que même avec des petits salaires, grâce à la solidarité, on peut faire grève plusieurs jours et que ça paye !

---

## Pour les bidasses y'a de la caillasse !

Le gouvernement nous sert à toutes les sauces que les caisses sont vides et qu'il manquerait 12 milliards d'euros pour financer les retraites. Dans le même le budget alloué à l'armée n'a jamais été aussi important. 400 milliards de 2024 à 2030... Il y aurait de quoi en financer des retraites avec cette somme. Et derrière ce chiffre famélique se cache encore et toujours l'impérialisme français et la défense des intérêts des capitalistes français. La guerre est à nos portes et plutôt que d'œuvrer à une paix juste et durable, Macron et son gouvernement préparent la guerre. Des exercices d'une ampleur délirante ont même eu lieu ces dernières semaines dans le sud de la France. Là où des peuples se soulèvent pour leur liberté face à des régimes autoritaires, la France et son industrie de guerre se placent pour tirer un maximum de profits. À l'inverse nous devons opposer une solidarité sans faille. Solidarité entre les peuples en lutte pour leur liberté et pour leur émancipation. Solidarité avec les résistances qui, au Kurdistan comme ailleurs, lutte les armes à la main pour la révolution sociale. Solidarité avec les millions de migrant-es qui fuient les guerres.

## Liberté totale et définitive pour Vincenzo Vecchi !

Le 24 février dernier, Vincenzo Vecchi est passé pour la troisième fois devant une cour d'appel. C'était à Lyon et l'arrêt, mis en délibéré, sera rendu le 24 mars. C'est la troisième audience en quatre ans. Les cours d'appel de Rennes et Angers ont, par deux fois, refusé d'extrader Vincenzo vers l'Italie, estimant que sa peine était « disproportionnée » par rapport aux faits reprochés et « contraires aux principes du droit européen ». Mais, à chaque fois, les procureurs généraux de ces deux tribunaux se sont pourvus en cassation. Par la suite, la Cour de cassation s'est tournée vers la Cour de justice de l'Union européenne qui a estimé que les différences observées dans la législation des deux pays concernant les infractions commises n'étaient pas une raison suffisante pour s'opposer à l'extradition de Vincenzo. Ces renvois répétés devant des Cours d'appel constituent un véritable acharnement judiciaire et politique. Vincenzo est un militant altermondialiste qui vit en France depuis plus de 10 ans après avoir quitté l'Italie dont la justice voulait lui infliger une peine de 12 ans de prison pour le simple fait d'avoir participé aux manifestations de Gênes en 2001 contre le G8 (Rappelons que lors d'une des manifestations, le jeune militant Carlo Giuliani avait été abattu d'une balle dans la tête par un carabinier). Depuis, la justice italienne demande son extradition à travers un MAE (Mandat d'arrêt européen). La justice italienne poursuit Vincenzo sous le chef d'inculpation « dévastation et saccage », une loi fasciste rédigée par Alfredo Rocco, ministre de Mussolini. Cette loi permet de poursuivre toute personne présente sur les lieux d'une manifestation même si elle n'a commis aucune dégradation matérielle. Ainsi, peut être condamné à de lourdes peines (de huit à 15 ans de prison) quiconque participe à une manifestation qualifiée par les autorités comme étant un trouble à l'ordre public sous le prétexte d'un concours moral. Ce marathon judiciaire doit cesser ! Si Vincenzo était extradé vers l'Italie, cela signifierait que l'Europe est sous la coupe d'une loi fasciste et ce serait une menace sans limite pour toutes celles et tous ceux qui contestent d'une façon ou d'une autre l'ordre établi. De plus, les représentants du gouvernement italien actuel sont, idéologiquement, les héritiers directs des fascistes mussoliniens. On n'ose imaginer le sort qui serait réservé à Vincenzo dans les geôles italiennes quant on sait que très récemment il y a eu plusieurs agressions violentes commises par des fascistes appartenant au parti au pouvoir de Georgia Melloni ; agressions bien sûr qui n'ont pas été condamnées par ce même gouvernement.

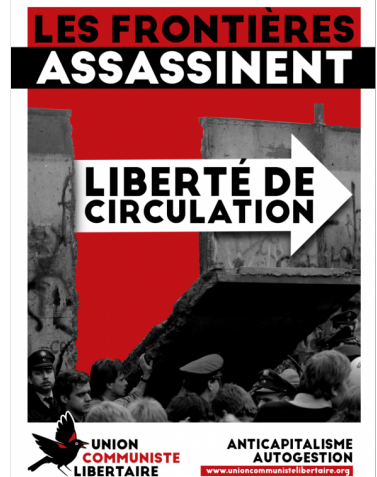
Liberté pour Vincenzo ! Non à l'application d'une loi fasciste en France et ailleurs.

Pour une information complète et de qualité concernant tous les aspects de cette affaire, consultez le site du Comité de défense très actif de Vincenzo : [www.comite-soutien-vincenzo.org](http://www.comite-soutien-vincenzo.org)

## Uni-es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil

Le gouvernement doit présenter ce mois-ci son projet de loi sur l'immigration. L'UCIJ, collectif d'associations et de syndicats, appelle à combattre ce projet, car cette réforme priverait encore plus de droits les personnes étrangères en France. Nous relayons cet appel dont l'Union communiste libertaire est signataire. Le nouveau projet de loi asile et immigration du gouverne-

ment conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des personnes migrantes. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de centre et locaux de rétention administrative. Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les personnes migrantes sont déshumanisées et considérées uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension". Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux personnes étrangères, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique... Les droits sont de plus en plus bafoués. Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTQIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des personnes étrangères sont de plus en plus précarisés. Nous appelons à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les personnes étrangères en France sont considérées comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire dans les prochaines semaines.



## Solidarité avec les victimes du tremblement de terre au Kurdistan, en Syrie et en Turquie

Les tremblements de terre du 6 février et leurs répliques ont dévasté des régions entières. Le nombre de morts se chiffre en dizaines de milliers et continue d'augmenter. L'accès à l'eau, à l'électricité, au gaz, à la nourriture et aux autres produits de première nécessité est réduit ou inexistant pour des millions de personnes. Nos camarades des organisations libertaires, des syndicats de base et des organisations populaires travaillent ensemble et sont directement impliqués dans les efforts de secours. Nous lançons maintenant une campagne de collecte de fonds pour soutenir le travail de ces organisations.

Pour plus d'informations concernant les dons rendez-vous <https://www.anarkismo.net/article/32737> ou sur <https://rojasorfrance.com/agir-ensemble/donnez/don-par-carte-bancaire-helloasso/>

---

## Les porcs

Toujours concernant les halles gourmandes qui vont prochainement ouvrir dans le centre d'Angers, nous reproduisons ci-dessous un billet du RAAF sur l'une des entreprises qui devrait s'y installer. Encore une fois la porosité entre les pontes économiques et politiques locaux et l'extrême droite est criante!

Nous avons déjà évoqué ici une entreprise tenue par des militants nationalistes de l'alvarium, la petite milice aux multiples condamnations pour violence. Cet élevage de porc et commerce de charcuteries se nomme Les Blancs de l'Ouest. Il nous semble important de mettre en lumière l'idéologie de ses associés car l'entreprise joue sur une image locale (« fiers d'être angevins »), avec une soi-disant sensibilité pour le « bien-être animal » et un discours dans l'air du temps qui noie le poisson. Ce visage amène leur permet d'organiser des dégustations à Leroy Merlin Angers, d'être invités à des événements publics tel Food'Angers et autres.



Voilà un aperçu des dirigeants des Blancs de l'Ouest. Débutons par Pierre-Antoine Réveillard. Vieil ami de Jean-Eudes Gannat, chef de l'alvarium, il est familier de la milice néo-fasciste

et de nombreux membres de cette famille de notables sont proches du violent groupuscule.



Encore plus explicite voici Benoît-Joseph Cochin. Militant faf de la première heure on le voit ici poser en avril 2018 avec le RED (alors embryon de l'alvarium) après avoir menacé un AG étudiante à la fac de Saint-Serge.



Et le voilà posant dans le pseudo-squat de l'alvarium, rue Thiers à Angers. « Occupation » qui avait été émaillée de violences à l'égard de passants outrés par les banderoles « La France aux français » et autres slogans de merde.

Fin. Les Blancs de l'Ouest seront présents aux Halles de Maine qui ouvrent bientôt. Non sans questions, c'est l'argent public de la ville d'Angers, qui permet de construire ces halles confiées à Biltoki. Agissez et questionnez les responsables de ce scandale ! <https://www.anjouloireterritoire.fr/operation/halles-gourmandes>

## Le Réseau Angevin Antifasciste

Pour plus d'informations sur l'extrême droite locale rendez-vous sur [www.raaf.noblogs.org](http://www.raaf.noblogs.org)

## La Révolution comme horizon, Communistes, syndicalistes révolutionnaires et libertaires en Anjou (1914-1923)

Des militant-es de l'UCL 49 ont rencontré Frédéric Dabouis, autour du livre *La Révolution comme horizon, Communistes, syndicalistes révolutionnaires et libertaires en Anjou (1914-1923)* publié aux éditions Syllepse en 2022. C'était l'occasion de réaliser un entretien pour L'Anjou libertaire!

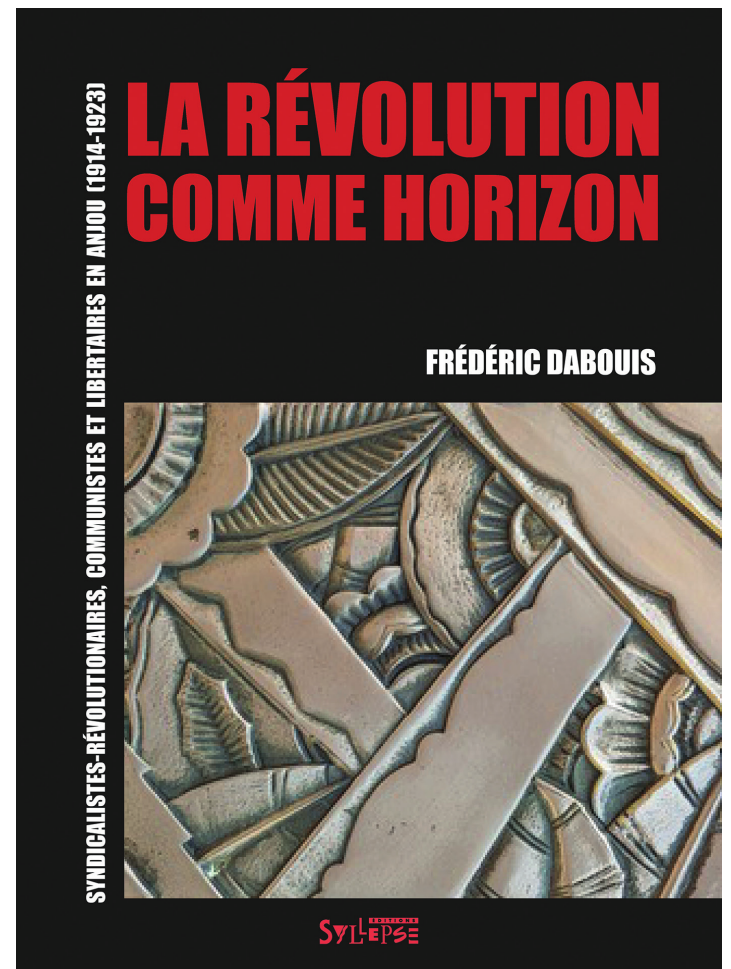
### Question AL 49: Depuis combien de temps travailles-tu sur ce livre ? Quelles en sont les origines, tes motivations ?

J'ai travaillé sur les archives de Louis et Gabrielle Bouët aux Archives nationales, mais aussi aux Archives départementales de Maine-et-Loire dès le milieu des années 80. J'ai accumulé des documents pendant des années en espérant un jour pouvoir faire une synthèse, alors que pendant cette période, tout en assurant mes cours, j'étais aussi militant syndical à la FEN puis à la FSU (tendance Ecole émancipée) et militant politique à la LCR, puis au NPA. Je n'avais pas beaucoup de temps libre dans l'année, je travaillais donc surtout pendant les vacances. J'ai attendu d'être à la retraite pour faire cette synthèse qui m'a pris deux années. En fait le livre était prêt il y a deux ans quand Syllepse a accepté de le publier. Au début, je pensais que ce serait beaucoup moins volumineux. J'ai été moi-même surpris par la place prise par la dernière partie, la plus thématique et aussi la plus riche du point de vue des idées. Ce que je voulais faire, c'est continuer le travail de Maurice Poperen sur l'histoire du mouvement ouvrier angevin (arrêté en 1914), et cela dans l'esprit du Maitron (le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier), c'est-à-dire avec la volonté de mettre en valeur l'action des militants de base.

**AL 49 : Dans ton livre, tu montres que l'idée selon laquelle le communisme aurait été une « greffe » effectuée sur le mouvement ouvrier français à la suite de la révolution russe de 1917 est fautive. L'attrait pour l'idéal communiste résulterait en fait d'une réaction du mouvement ouvrier aux horreurs de la guerre de 1914. Beaucoup alors, dont des libertaires, se sont retrouvés dans le PC. Peut-on dire, à partir de ce qui s'est passé en Anjou, que le PC à ses débuts, réunissait les principaux courants du mouvement ouvrier ? Est-ce que les anarchistes y étaient présents en nombre ou est-ce que beaucoup sont restés en dehors ?**

En fait, dans les idées défendues par le PC à partir de 1921, certaines étaient déjà défendues avant la guerre par différents courants du mouvement ouvrier, dont les libertaires. Le mot « communiste » lui-même était associé avant 1914 aux courants libertaires, comme la Fédération Anarchiste Communiste Révolutionnaire de langue française. Il y avait aussi le courant syndicaliste révolutionnaire, ainsi qu'un courant anti-

militariste dans le Parti Socialiste SFIO. Cette fibre révolutionnaire était très minoritaire dans le Parti Socialiste mais majoritaire à la CGT jusqu'à la trahison de Jouhaux et de la majorité du Parti socialiste en 1914. Tous ceux qui ont été écoeürés par la participation du mouvement ouvrier à l'Union sacrée se sont retrouvés petit à petit au début de la guerre pour essayer de reconstruire le mouvement ouvrier révolutionnaire tel qu'il existait avant la guerre, donc à partir de différents courants. A partir de 1917, une bonne partie s'est retrouvée dans la ligne adoptée par les bolchéviks, notamment l'idée d'une république basée sur les soviets, c'est-à-dire des conseils de travailleurs, d'ouvriers, de paysans, de soldats. Cela s'est concrétisé dès 1919 dans le comité de la 3ème Internationale, une Internationale ouverte alors au mouvement libertaire. Il y a eu d'ailleurs, en 1920, un tout premier Parti communiste, la Fédération communiste des soviets, de tendance assez libertaire, mais qui a été éphémère. Puis après le Congrès de Tours (décembre 1920), c'est le début du Parti communiste tel qu'on le connaît dans lequel il y a plusieurs courants. Il y a même des courants clairement réformistes, je pense notamment à Frossard qui a été le premier secrétaire général du parti, qui sont restés au PC par opportunisme. Alors est-ce que tous les libertaires sont entrés au Parti communiste ? Non, il y a des libertaires qui sont entrés au PC dès 1921, par exemple dans la Loire Benoît Frachon qui était anarchiste à l'origine et qui a été secrétaire de la CGTU puis de la CGT, des années 30 à 1967. Mais en Anjou, l'anarchiste historique c'est Emile Hamelin qui lui se méfie du PC. Il est toujours resté en dehors de



ce mouvement. En fait, les deux libertaires qui se sont le plus investis dans la fondation du Parti Communiste sont François Bonnaud et Maurice Faivre, deux cheminots révoqués à la suite des grèves de 1920. Ils sont jeunes, libertaires depuis peu, leur conscience politique s'est en fait formée pendant la guerre. Par exemple, on l'apprend dans les carnets de François Bonnaud, au début de la guerre ce dernier est plutôt « va-t-en guerre » et avec l'expérience de la guerre il devient antimilitariste, libertaire et partisan de la 3ème Internationale, puisque c'est la Révolution russe d'octobre 17 qui a été l'un des éléments qui ont mis fin à la guerre.

#### **AL 49 : L'antimilitarisme semblait beaucoup plus présent à l'époque qu'aujourd'hui ?**

Avant 1914, l'antimilitarisme était un des piliers de la CGT seule confédération ouvrière jusqu'en 1919. En effet, la CGT était dirigée alors par des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes. L'antimilitarisme était l'un de ses principes dans la mesure où à la fin du 19ème et au début du 20ème siècle, dès qu'il y avait une grève un peu dure, on envoyait tout de suite l'armée. Il n'y avait pas les CRS, des troupes « adaptées » au maintien de l'ordre comme on connaît aujourd'hui. L'armée tirait dans le tas comme ça a été le cas à Fourmies le 1er mai 1891 pour réprimer une manifestation ouvrière (9 morts dont deux enfants). La CGT a même participé à une association, l'AIA (Association Internationale Antimilitariste) qui a collé des affiches partout en France pour dénoncer le militarisme et les opérations coloniales. Le Parti socialiste aussi était plutôt antimilitariste mais je dirais d'une manière un peu plus molle. Jaurès avait écrit un livre sur « l'armée nouvelle », pour une armée populaire, un peu comme en Suisse, une armée de citoyens, mais seule l'aile la plus à gauche du Parti socialiste était aussi antimilitariste que la CGT.

#### **AL 49 : Et sur l'anticolonialisme ?**

Il faut dire que le Parti socialiste, et donc aussi le PC à sa naissance, avait des sections dans les colonies, en particulier en Algérie. Ce qui est le plus connu, c'est l'affaire de la section de Sidi Bel Abbès qui a voté une motion franchement colonialiste. En gros, les socialistes d'Afrique du nord étaient en grande majorité européens et donc forcément beaucoup moins sensibles à l'oppression coloniale que ne pouvaient l'être les « indigènes » algériens, tunisiens ou marocains, comme on disait à l'époque. Ça a été le gros problème du PC pendant des années, même s'il y a eu des gens courageux à la direction du PC algérien pendant la guerre d'Algérie. Au début des années 20, il a fallu une prise en charge de cette question par les Jeunes communistes pour que la question coloniale soit vraiment mise en avant, à la demande de l'Internationale communiste. Ça faisait partie des prises de positions des premiers congrès de l'Internationale communiste mais c'était appliqué mollement par la direction de la section française et par Frossard, qui a d'ailleurs démissionné en janvier 1923.

#### **AL 49 : A un moment en 1922, le militant libertaire François Bonnaud émet des idées sur la rotation des mandats dans le syndicat afin de lutter contre la bureaucratisation mais aussi pour déjouer la répression. On a l'impression que celles-ci n'ont pas vraiment retenu l'attention de ses camarades ? Est-ce exact ?**

L'intérêt de la prise de position de Bonnaud c'est qu'il a très vite pris conscience, comme tout le courant libertaire, des dangers de la bureaucratie, notamment syndicale, mais pas seulement. Chez les bolchéviks, il y avait aussi des militants qui en avaient pris conscience, et chez certains partisans de la 3ème Internationale, comme Rosa Luxembourg. Chez Lénine cela apparaît surtout dans certains de ses derniers écrits, au moment de ce que Moshe Lewin appelle son dernier combat, contre Staline et contre la bureaucratie qui appuyait Staline. Mais dans le PCF, en fait cette problématique apparaît très peu.

#### **AL 49 : François Bonnaud avait évoqué cette questions dans *L'Anjou Communiste* après avoir lu un article dans *Le Libertaire* qui défendait l'idée de rotation des mandats, pour lutter contre la bureaucratie mais aussi pour lutter contre la répression, si on fait tourner les mandats ça permet à certains militants d'être moins exposés...**

Pour moi c'est un angle mort dans les discussions au sein du mouvement communiste, jusqu'à la fin des années 20, à part quelques textes isolés. Par exemple, sur les dangers bureaucratiques, il y a un texte très fort de Trotsky dans « Nos tâches politiques » (1904). C'est une critique de Lénine qui veut à l'époque, par souci d'efficacité dans la lutte contre la dictature tsariste, un parti très centralisé avec une direction forte. Trotsky dit en gros que si on va dans ce sens là, les militants finiront par être dépossédés au profit du comité central qui sera dépossédé au profit du bureau politique qui lui-même sera dépossédé au profit du dictateur. C'est un texte prémonitoire. Les trotskystes commencent donc à faire des critiques de la bureaucratie à partir de 1923 et surtout après leur expulsion de l'Internationale communiste à la fin des années 20. Ça va devenir une référence pour le mouvement trotskyste. Quant à l'idée de la rotation des mandats c'est effectivement quelque chose d'indispensable pour éviter la bureaucratie mais aussi pour atténuer les effets de la répression. En effet, les années 1920 sont une période de répression intense de tous les mouvements révolutionnaires, la bourgeoisie a peur que la révolution se développe dans certains pays. Bonnaud a raison de dire qu'en faisant partager et assumer les responsabilités à davantage de militants et en assurant une rotation des mandats on fragilise moins le mouvement dans son ensemble. C'est une question importante.

#### **AL 49 : Dans ton livre tu parles des débuts de la prise en compte du féminisme par le mouvement ouvrier, notamment sous l'influence de Clara Zetkin. Le 8 mars prochain, c'est la journée internationale de lutte pour les**

## droits des femmes. Que t'inspire la comparaison des deux époques ?

Comme je le dis dans mon livre, il y a deux branches dans le mouvement féministe à l'époque comme aujourd'hui : au début des années 20, le féminisme bourgeois se borne à revendiquer le droit de vote et plus globalement l'égalité des droits, alors que l'autre, le féminisme révolutionnaire, sur la lancée du mouvement international des femmes socialistes fondé par Clara Zetkin avant 1914, va plus loin et revendique aussi l'égalité salariale, c'est-à-dire l'égalité économique et sociale. C'est une différence importante. Aujourd'hui, le droit de vote est un acquis, et au niveau de l'égalité juridique, il y a pas mal de choses qui ont été obtenues par les différentes vagues féministes. Et même s'il y a encore à faire, il y a eu d'énormes progrès en matière de droit à l'avortement et à la contraception. Cela dit, je pense qu'il y a des thématiques qui n'existaient pas ou peu à l'époque, concernant notamment les violences à l'égard des femmes et les féminicides, et qui aujourd'hui sont centrales pour le mouvement des femmes.

### AL 49: Y a-t-il une spécificité du mouvement ouvrier angevin ?

La spécificité, c'est l'influence dans le premier PC et la CGTU des années 20 des syndicalistes révolutionnaires alliés aux libertaires. Les syndicalistes révolutionnaires, ce sont Louis Bouet et son équipe d'institutrices et d'instituteurs ; les libertaires ce sont les syndicalistes cheminots révoqués, François Bonnaud et Maurice Faivre, pour ne parler que des militants les plus actifs. Mais la spécificité du mouvement ouvrier angevin, c'est aussi qu'il est très faible dans un environnement particulièrement réactionnaire. Ce sont des gens qui sont aussi très minoritaires dans leur milieu. Par exemple, chez les instituteurs, les syndicalistes révolutionnaires affiliés à la CGTU représentaient à peine 10 % du personnel. Le reste était affilié à l'amicale des instituteurs qui s'est transformée dans les années 20 en Syndicat national des instituteurs (SNI) adhérent à la CGT et qui était très corpo. On est donc en présence d'un mouvement ouvrier faible, mais en même temps assez radicalisé. Dans d'autres départements plus ouvriers c'est le centre du parti socialiste qui a basculé à gauche à cause de la guerre, mais sans être forcément aussi radical et porteur d'idées nouvelles comme le féminisme ou l'antimilitarisme.

### AL 49: Quel regard portes-tu sur la réalité du mouvement ouvrier aujourd'hui en parallèle à la période que tu décries ? Penses-tu que l'on puisse faire des liens avec la période actuelle ou tirer des leçons de cette époque qui nous seraient utiles aujourd'hui ?

Vu les dégâts du capitalisme et des différents impérialismes aujourd'hui, il y a toujours, c'est le titre de mon livre, l'actualité d'une révolution, c'est-à-dire d'un changement complet de régime économique, social et politique, et cela même si les perspectives politiques immédiates ne sont pas forcément très bonnes. Pour moi, c'est une nécessité, dans la lignée de la formule de Rosa Luxemburg, « Socialisme ou barbarie ». C'est



un choix à faire. Rien n'est gagné d'avance. Mais il y a une question plus immédiate, par rapport à la lutte en cours sur la question des retraites : c'est l'actualité de la grève générale. Cette question a été posée dès la fin de la guerre, sur fond d'inflation, de forte hausse du coût de la vie. Il y a eu en effet des grèves importantes au printemps 1919 et surtout au printemps 1920, notamment chez les cheminots. Et malheureusement, à l'époque, la stratégie de la CGT de Léon Jouhaux a été de faire des grèves tournantes par corporation. Et cela a été considéré par les syndicalistes révolutionnaires et les futurs communistes comme une véritable trahison du mouvement puisqu'au lieu de peser tous ensemble sur le patronat et l'État, les mouvements ainsi fragmentés ont pu être réprimés plus facilement, les uns après les autres. Et aujourd'hui, si nous voulons gagner dans la lutte actuelle sur les retraites, la grève générale est une question incontournable.

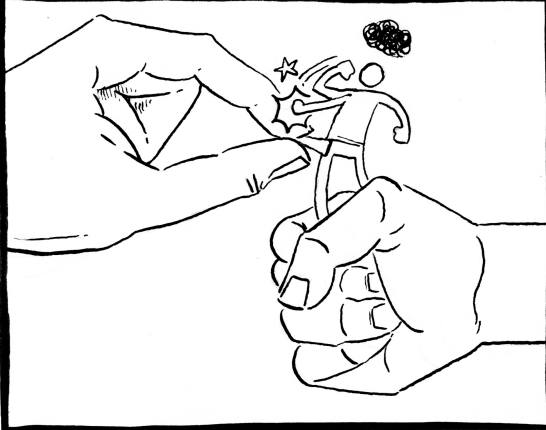
Pour lire l'intégralité de cet entretien rendez-vous sur notre site: <https://ucl49.fermeasites.net/spip.php?article162>

Et si vous voulez vous procurer le livre, rendez-vous à la librairie Les Nuits Bleues 21 rue Mailé à Angers. Le livre est également disponible dans d'autres librairies de la ville, mais soutenir une librairie militante et associative c'est toujours mieux!



# DE L'ARGENT IL Y EN A, POUR NOS RETRAITES ET NOS SALAIRES !

Les bourgeois nous ont enfermés dans un système qui les enrichit et nous dépouille.



D'un côté, lorsque nous travaillons une journée, nous ne touchons en retour qu'un cinquième de la richesse que nous avons produite. Le capitaliste garde le reste.



Et de l'autre, ils nous imposent des prix qui leur garantissent le maximum de profit.



Ainsi, lorsque les prix augmentent, leurs revenus explosent. 51% en plus rien que cette année!



Et nos salaires et pensions de retraites? Avec leurs coffres qui débordent, ils pourraient bien partager non?



Alors, il ne faut pas se laisser faire! Par la grève, nous pouvons lutter: contre les capitalistes, contre l'appauvrissement, contre la destruction des retraites et de la sécu, mais aussi pour la socialisation des moyens de production pour enfin décider, produire, et répartir par et pour nous!



Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : [unioncommunistelibertaire.org](http://unioncommunistelibertaire.org)

Site de l'Union communiste libertaire 49 : [ucl49.fermeasites.net](http://ucl49.fermeasites.net)

Pour nous contacter : [ucl-angers@communisteslibertaires.org](mailto:ucl-angers@communisteslibertaires.org)

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

## S'informer

